

TENDANCES TERRES AUSTRALES

Samedi 29 octobre

Quand les multinationales de l'agro-industrie dévastent la Papouasie sous occupation Indonésienne.

MONDIALISATION & LUTTE ANTI-COLONIALE

pour l'indépendance de la Papouasie.

Si nous poursuivons notre série d'articles sur la Papouasie c'est pour **mieux faire connaître la mondialisation et ses conséquences barbares**. Dans le cas des peuples mélanésiens l'action des multinationales de l'agro-industrie s'accompagne encore d'une destruction des bases culturelles de ces populations autochtones et l'on peut parler sans excès de **politique génocidaire à l'encontre du peuple de Papouasie**.

En Papouasie, comme sur le continent Africain ou en Amérique latine, **le développement d'une agriculture industrielle propre à satisfaire les besoins du "monde occidental", conduit encore à la destruction des dernières réserves écologiques** de la planète.

Il convient de souligner, sans prétention à l'ethnologie, **le lien particulier, religieux, si nous cherchons un mot pour le définir à notre manière, que les peuples mélanésiens entretiennent avec la Terre**. Le lecteur trouvera sur ces thèmes une abondante littérature en bibliothèque ou en librairie que la **révolte Kanak** avait permis d'actualiser, révolte sur laquelle nous aurons à revenir.

L'article, publié sur [FREE WEST PAPOUA](#) le 18 Mars 2011 et que nous vous proposons ici à été traduit et remanié pour en faciliter la compréhension, nous l'avons fait précédé d'une brève histoire contemporaine de la Papouasie, sachant celle-ci peu connue dans nos pays. **Tous ces éléments sont disponibles pour servir la cause du peuple autochtone de Papouasie.**

BREVE HISTOIRE CONTEMPORAINE DE PAPOUASIE



La Papouasie-Occidentale est, il est vrai, une région extraordinaire, dans la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie, elle abrite 250 tribus qui y résident depuis quarante mille ans et parlent 300 langues distinctes. La réalité est tout autre car la Papouasie-Occidentale est un pays occupé, où, à vouloir se battre pour la liberté on risque la torture, voire la mort.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, ce territoire faisait partie des Indes orientales néerlandaises. En 1949, les Hollandais cédèrent la quasi-totalité de leur empire au nouvel Etat-nation d'Indonésie.

Défendant néanmoins l'idée que la Papouasie-Occidentale se trouvait en Mélanésie et ne devrait par conséquent pas être rattachée à l'Asie, ils lui accordèrent l'indépendance en 1961. Trois mois plus tard, l'Indonésie envahissait le jeune pays.

L'intervention des Nations unies qui s'ensuivit n'eut que peu d'incidence : en pleine guerre froide le bloc de l'Ouest avait à coeur de ne pas froisser l'Indonésie de Sorkarno, qui était courtisée par l'URSS et la Chine. Pour « sauver la face », il fut conclu que l'ONU superviserait un référendum devant permettre aux Papous de choisir entre l'indépendance et le rattachement à l'Indonésie. En 1969, sept ans après l'invasion, l'ONU assista au trucage du vote sans ciller. En déclarant que les Papous étaient trop « primitifs » pour se faire à la démocratie, le gouvernement de Jakarta sélectionna 1.026 leaders papous « représentatifs » et les menaça de mort avant de leur demander de voter. Le résultat fut donc sans surprise.

L'Indonésie s'engagea ensuite dans une campagne de destruction de la culture papoue. Ceux qui résistaient étaient tués, torturés ou bien « disparaissaient ». Au moins 100 000 Papous ont été tués par les Indonésiens depuis le début de l'occupation. D'après certaines organisations de lutte pour les droits de l'homme, on serait en fait proche des 800 000 victimes.

Les richesses naturelles locales (or, cuivre, bois, pétrole, gaz) ont été vendues à des sociétés indonésiennes ou étrangères. Des millions d'hectares de terres ont été confisqués et les opposants passés assassinés.

Les soldats Indonésiens ont tué, violé, torturé et brutalisé les Papous en toute impunité, et le massacre continue aujourd'hui. Des dissidents sont tailladés au rasoir ou brûlés vif par les militaires. Des hommes sont jetés en prison pour dix ans simplement parce qu'ils avaient brandi le drapeau de la Papouasie-Occidentale en public.

MONDIALISATION, AGRICULTURE INDUSTRIELLE et GENOCIDE.

En 2001 le gouvernement central d'Indonésie a reconnu un statut d'autonomie à la Papouasie. Pourtant, le statut d'autonomie ne signifie pas l'autonomie gouvernementale. Toutes les politiques de développement sont encore sous le contrôle de Jakarta, y compris la politique sur l'investissement dans les

ressources naturelles. Après neuf ans d'autonomie spéciale, les Papous ont compris que ce statut ne prévoit pas de changements significatifs dans de nombreux aspects de leur vie. Par ailleurs, le gouvernement indonésien conserve le contrôle de la réglementation de l'investissement dans les ressources naturelles en ouvrant un accès facile pour les entreprises multinationales désireuse d'exploiter les minéraux abondants et les forêts.

Le gouvernement indonésien à travers son programme d'économies d'énergie et en prétendant vouloir faire face à la crise alimentaire mondiale envisage d'ouvrir un grand espace de terre dans la partie sud de la Papouasie avec un méga-projet sur les denrées alimentaires et les bio-énergie appelée MIFEE. Comme les revendications pour l'indépendance et les divers droits des peuples autochtones sont susceptibles de provoquer l'opposition aux investisseurs, le gouvernement utilise une approche militaire comme le seul moyen d'empêcher le conflit. Après Freeport McMoran, MIFEE serait la prochaine catastrophe pour la Papouasie.

MIFEE couvre 1,6 millions d'hectares de plantations commerciales. Merauke a été désigné un ressortissant Zone économique spéciale (ZES) en vue d'attirer les 8,6 milliards de dollars d'investissements nécessaires pour le projet.

Pour satisfaire son ambition, le gouvernement de l'Indonésie a invité les entreprises multinationales du Moyen-Orient, d'Asie et des Etats-Unis, ainsi que de l'Indonésie. Plus de 30 entreprises ont confirmé leur intérêt pour ce projet et ont déjà reçu des concessions du gouvernement indonésien. Certains, tels que le Groupe Ben Laden d'Arabie saoudite, ont annoncé leur intérêt à investir 43 millions de dollars pour les 500 000 hectares de terre sur les champs de riz à Merauke. Puis il a été suivi par quelques autres sociétés du Qatar, Oman et des Emirats Arabes Unis qui veulent aussi investir dans l'agrobusiness. International Paper, basé à Memphis, Tennessee, a aussi déclaré avoir eu des discussions exploratoires avec le ministre indonésien des forêts concernant l'élaboration d'un moulin à Kalimantan ou dans Merauke. De l'Asie, une société japonaise, le groupe Mitsubishi, le groupe de Singapour Wilmar et LG International de Corée, ont également pris des engagements sur ce projet si se réalise une joint-venture avec des sociétés indonésiennes.

Mais plus que d'investir dans les plantations de nourriture, beaucoup d'entre eux sont intéressés par des plantations de bois industriel et de production bon marché.

Medco International est une société intégrée qui investit dans les secteurs pétrolier, gazier, minier et énergétique à travers l'Asie, l'Afrique et les Etats-Unis. ... Afin de diversifier ses affaires, Medco Energie montre un intérêt croissant pour la bio-carburants et bio-énergie. À Sumatra (Lampung), Medco a investie 45 millions de dollars 13 000 hectares de plantations de manioc. Puis à Merauke, en Papouasie, Medco investit dans 170.000 hectares pour une plantation de bois industriel.

Il a été prévu de fonctionner en utilisant un modèle similaire à celui de l'agriculture industrielle au Brésil. Selon Hilmi Panigoro, le Brésil est un modèle réussi d'un projet d'agriculture intégrée en matière d'énergie et la sécurité alimentaire. Panigoro déclaré que le Brésil était passé pour 50% de sa consommation de carburant à l'exploitation de seulement 1% de ses terres fertiles. Par ailleurs, il cite les études de la FAO en 2005 qui soulignent que l'Indonésie a plus de potentiel de développement dans la bio-énergie que le Brésil.

Les médias locaux indépendants ont rapporté les plaintes des tribus Malind. Le leader Alberth Lillian Moiwend Gebze, à Merauke a expliqué que la déforestation a détruit les lieux de chasse, de bois de chauffage et de nourriture des tribus qui vivent dans Malind, village Bupu. En outre, les déchets de l'usine de pâte de Medco ont pollué la rivière, qui est la seule source d'eau pour le village.

Pourtant, Medco groupe se refuse à dire que son activité entraîne la déforestation. L'entreprise produit déjà de grandes quantités de bois provenant de forêts naturelles, pour la plupart des acacias et d'eucalyptus. Toutes les terres seront nettoyées puis replantées avec les autres plants de bois commercial. Par ailleurs, Lillian Moiwend affirme que les activités de Medco pourrait amener les populations autochtones à Merauke à une lente extermination.

Merauke est la partie sud de la Papouasie, couvert par la forêt marécageuse avec de nombreuses rivières et la savane. L'écosystème de cette région est unique selon le WWF, avec sa bio-diversité abondante.

Les gens ont Malind leur propre mécanisme pour l'utilisation de leurs ressources naturelles. Chaque clan a son propre territoire coutumier qui fonctionne comme un lieu de chasse, de jardinage, ou comme un lieu de pêche. Chaque endroit a une limite qui doit apparait sur la carte gouvernementale des droits fonciers. Toutes les explications et les connaissances en matière d'usage se trouvent dans leur droit coutumier. Si les lieux sacrés et les limites sont perdus, cela signifie que des conflits internes entre les clans pourraient ressurgir.

Il a été rapporté qu'il y a un fort rejet de MIFEE par la population locale. Des groupes ... ont formé une alliance de la résistance. Des manifestations ont été organisées par ces groupes. En outre, les chefs coutumiers de Merauke ont écrit une lettre de rejet à la MIFEE et l'ont envoyé au Rapporteur spécial des Nations Unies pour les populations autochtones. [Cette démarche] a été facilitée par l'AMAN (Alliance des peuples autochtones de l'archipel), le forum des principaux peuples autochtones d'Indonésie. AMAM a prononcé une déclaration de préoccupation au sujet des droits humains en Merauke en liaison avec le projet d'MIFEE l'Instance permanente sur les questions autochtones à New York, en avril 2010. AMAN dans sa déclaration [Avril 2010 NewYork] catégorise le projet MIFEE de génocide structurelle et systématique de la Papouasie occidentale. [Cette déclaration] a été approuvé par 24 organisations de peuples autochtones à travers le monde. Le rejet de MIFEE a maintenant gagné un grand soutien de différentes organisations en Indonésie et en Papouasie ainsi qu'à l'étranger.



.Nescafé – Le coût "colonial" du "petit noir" en Indonésie (répression syndicale)

.Luites syndicales et lutte anti-coloniale en Papouasie (contre l'occupation indonésienne)

LIRE AUSSI

Le Monde Diplomatique / Damien Faure "La Guerilla oubliée des Papous" (2009)

Share **Plus**

Publié dans : **tendances terres australes**

Mardi 25 octobre

Nescafé – Le coût "colonial" du "petit noir" en Indonésie (répression syndicale)



A l'évidence la situation en Indonésie recouvre de multiples facettes, **le génocide qui se prépare contre le peuple de Papouasie**^(a), situation comparable "au traitement" des peuples autochtones de la forêt brésilienne, **les conflits inter-religieux** qui voient dans les quartiers pauvres des mégapoles les musulmans radicaux mobiliser des foules contre leurs semblables, chrétiens ou bouddhistes ou encore **des conflits du travail plus "traditionnels"** comme celui opposant à Panjang une multinationale, Nestlé, et la fédération mondiale des salariés du commerce alimentaire (UITA).

Evidement quand je dis conflits plus "traditionnels" – je pense ici au conflit mené chez **IKEA aux Etats-Unis**^(b) pour la reconnaissance des droits syndicaux ou encore à la **lutte des Fralib** contre ce même groupe NESTLE. Ce que nous constatons alors c'est **une stratégie mondiale des grandes multinationales sur l'ensemble des continents et une résistance qui demande encore à se renforcer.**

Si IKEA comme NESTLE nous accablent de publicités bienveillantes, les consommateurs que nous sommes devraient se montrer plus vigilants sur le choix des produits, **plus sensibles aux campagnes de boycott de certaines productions** que les motifs en soient écologiques ou syndicaux. Même si ces campagnes, pour des raisons juridiques, sont menées "discrètement" chez nous.

(a) Article en préparation, publication ces prochains jours.

(b) [Conflit chez IKEA. Syndicalisme et dette américaine – AFL.CIO](#)

Premiers conflits, premières négociations à Panjang.

"Un règlement a été convenu ce qui porte les droits de reconnaissance et de négociation pour le SBNIP affiliée à l'UITA à l'usine Nescafé de Panjang, en Indonésie.

L'accord, qui a été paraphé et signé par l'UITA et la direction de Nestlé puis les représentants locaux prépare le terrain pour la négociation d'un accord collectif et salarial, possibilité d'un accord que la direction de Nestlé avait été fermement rejeté pendant des années.

Au cours de leurs trois ans de lutte pour les droits de négociation et la reconnaissance syndicale, le SBNIP a résisté au harcèlement et à la pression systématique sur les dirigeants et les adhérents. Ils ont reçu le soutien de nombreux syndicats affiliés à l'UITA à travers le monde grâce à la campagne Nespresso. MARS 2011"

NESTLE-NESCAFE : LICENCIEMENTS MASSIFS DE TRAVAILLEURS SYNDIQUES !

La direction de l'usine Nescafé de Panjang a licencié 53 des 87 membres de notre syndicat (SBNIP) en leur remettant des "lettres de démission"!

Après que le syndicat ait appelé à la grève à l'appui de la négociation collective. La grève ayant été le résultat prévisible de cinq années de profonde

frustration.

Les négociations ont été difficiles, et finalement abouties à une impasse lorsque le syndicat a remis en question la pratique des salaires inégaux dans les nombreuses catégories d'emplois, un écart qui, selon le syndicat, omet de se conformer aux réglementations gouvernementales. Avec les négociations dans l'impasse, le syndicat a déposé la notification de grève en conformité avec les exigences légales, et les membres SBNIP – représentant la majorité des travailleurs syndiqués de l'usine – ont cessé de travailler le 21 Septembre, et ont occupé pacifiquement l'usine afin de s'assurer qu'aucun produit ne quitterait l'usine.

La société NESTLE a répondu en dénonçant la grève comme illégale et ordonnant aux salariés de retourner au travail. Pendant la grève des travailleurs ont reçu des appels téléphoniques et deux lettres – lettres que Nestlé présente maintenant comme étant des citations en justice.

Preuve d'une stratégie d'escalade de la tension du groupe NESTLE, alors que les travailleurs avaient quitté les locaux d'usine le 26 Septembre comme signe de bonne foi en prévision de la reprise des négociations prévue pour le lendemain, la direction de Nestlé n'est pas venue pour la réunion prévue.

Après cette rebuffade provocatrice, la grève a repris le 28 Septembre.

La grève a attiré l'attention des médias et une délégation du parlement provincial venu à Panjang le 3 Octobre a demandé à rencontrer les membres du syndicat dans l'usine. La direction de Nestlé a rejeté cette demande.

Dans la matinée du 5 Octobre, le ministère du Travail a appelé le SBNIP et la direction de Nestlé à la médiation, mais la direction a envoyé des représentants junior qui n'ont pas été autorisés à prendre des décisions dans le processus de médiation.

Durant cette médiation, le syndicat a accepté de mettre fin à la grève et un mémorandum préparé et attesté par le Département du travail a été signé par le président du syndicat, Eko Sumaryono et le représentant de la direction de Nestlé. Significativement la référence le document ne fait aucune référence à la grève comme étant «illégale».

Il avait été convenu de se rencontrer le lendemain matin, 6 Octobre, pour discuter enfin la signature de la convention collective. Mais le 5 Octobre à 22 heures, la direction de Nestlé a lancé le licenciement massif des travailleurs syndiqués.

Lorsque la grève a pris fin comme convenu le 5 Octobre, .. Mais quand les membres du syndicat sont arrivés pour le troisième quart à 22 heures, ils ont été confrontés par un cordon de gardes de sécurité aux portes des usines, avec la police anti-émeute en attente à l'intérieur du terrain de l'usine. Les gardes de sécurité ont appelé les noms des membres du syndicat et leur ont remis leur "lettre de démission".

Pour manifester leur refus d'accepter ces "démissions" forcées et exprimer leur détermination à être réintégrés, les membres du syndicat licenciés injustement ont refusé l'indemnité de départ qui avait été automatiquement viré à leurs comptes bancaires. Le 7 Octobre, quand les représentants syndicaux et la direction ont été convoqués à une réunion de la commission locale parlementaire, les représentants syndicaux remis l'argent des indemnités à la direction de Nestlé – laissée sans voix.

La grève a été Panjang une réponse compréhensible à des années de lutte pour le droit de former un syndicat indépendant et de s'engager dans une négociation collective significative avec l'une des sociétés les plus puissantes au monde. La gestion locale de la société a délibérément alimenté la frustration accumulée des classes dirigeantes qu'il est tentant d'exploiter dans le but de saper des années de lutte **dans un pays où les travailleurs sont toujours privés de leurs droits fondamentaux.**

UITA 24 Octobre 2011.

SOURCES : [WORKING INDONESIA](#) (anglophone) [UITA](#) (anglophone)

NB. Sans doute nos modestes moyens ne nous permettront pas de témoigner ici de notre solidarité avec tous les compagnons qui de part le monde luttent pour les droits syndicaux ou seulement pour les droits naturels de leur communauté autochtone, qu'ils soient de Papouasie, du Tibet, du Brésil. Les luttes mises en avant ici témoignent pour toutes les autres du véritable visage de la barbarie libérale.

INDONÉSIE [Luites syndicales et lutte anti-coloniale en Papouasie \(contre l'occupation indonésienne\)](#)

Share **Plus**

Publié dans : [tendances terres australes](#)
Lundi 24 octobre

Luites syndicales et lutte anti-coloniale en Papouasie (contre l'occupation indonésienne)



ARRESTATION des PARTICIPANTS au TROISIEME CONGRES de PAPOUASIE INDEPENDANTE

A l'origine de cet article des communiqués de Reuters repris par "**Le Chat Noir Emeutier**" sur les réseaux sociaux (FB) concernant la **grève des mineurs papous de Grasberg contre la multinationale américaine Freeport**.

Cette région du monde, le Sud Est Asiatique, nous était jusque là inconnue et **deux critères ont justifiés notre intérêt, la lutte syndicale** bien évidemment et aussi **une lutte anti-coloniale** rarement traitée dans les médias européens, à l'exception donc du "*Monde Diplomatique*". Enfin tenter d'acquérir une **meilleur compréhension de la situation dans l'Océan Indien** (*Carte ci-dessous à agrandir*) ou l'on retrouve de nombreux territoires administrés par la France et traités ici (La Réunion, Mayotte, Nouvelle Calédonie, ..) et plus précisément dans le **Sud Est Asiatique** qui joue un rôle clef dans la **mondialisation**. Cet article n'est donc probablement qu'un premier essai d'information sur ce continent.

Ce n'est pas par volonté de céder à l'exotisme que nous nous intéressons à ces conflits sociaux – **Car en Papouasie le désastre écologique résultant de la mondialisation et du développement s'accroît encore, avec aujourd'hui, après les mines à ciel ouvert, les menaces que font peser le "capitalisme vert" et les "bio-énergies"** de spoliation des terres et d'épuisement des sols autrefois destinés aux productions alimentaires. **Enjeux qui seront développés dans un second billet.**

Mais encore ces conflits qui se superposent les uns aux autres, bouleversant une société civile organisée sur un modèle mélanésien [assez proche de celui du peuple Kanak de Nouvelle Calédonie (sous administration Française)] mais aussi avec **des classes sociales** répondant à nos critères "modernes" ; ces conflits nous aident à comprendre que **les sociétés correspondent rarement, jamais, au vieux schéma manichéen hérité du marxisme** opposant prolétariat industriel et bourgeoisie et conduisant à exclusion, ignorer ou détruire des pans entiers de la société (Staline, Mao, etc..).

Mae Bat, le 24 Octobre 2011



REPRESSION DE LA GREVE – Octobre 2011

"Ce qu'il y a derrière la violence dans la mine d'or la plus importante au monde."

par Emily Rauhala Thursday, 13 Octobre 2011 (extrait)

Des groupes de défense des droits de l'homme demandent à l'Indonésie d'enquêter sur la fusillade mortelle dont furent victimes les travailleurs des mines d'or et de cuivre en Indonésie orientale.

Dans une escalade macabre d'un conflit entre Freeport-McMoRan (Etats-Unis) et les travailleurs de sa mine de Grasberg, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur une foule de grévistes, tuant un homme et blessant plus d'une douzaine d'autres. «Ce dernier incident montre que la police indonésienne n'a pas appris comment faire face à des manifestants sans recourir à la force, céder à des excès, même mortels.» a déclaré pour Amnesty International, Sam Zarifi. «Les autorités doivent ouvrir une enquête indépendante et impartiale sur cette tragédie.»

La violence, bien que tragique, n'est guère surprenante. **La mine de Grasberg, qui contient une des plus grandes réserves mondiales d'or et de cuivre, a souvent vu des protestations sur les salaires, les conditions de travail et la responsabilité publique. Environ 8000 travailleurs du site ont été en grève depuis le 15 septembre, exigeant que leur salaire, qui varie de 1,5 \$ à 3,00 \$ l'heure, soit augmenté de manière significative.** Déjà, une grève de huit jours en Juillet avait paralysé la mine, contribuant à une hausse globale des prix du cuivre.

La lutte au Grasberg est, à bien des égards, la lutte pour la Papouasie-même. La partie ouest de l'île de Nouvelle-Guinée était jadis une colonie hollandaise, mais il est devenu territoire indonésien depuis un très contesté plébiscite (1969) connu sous le nom de «Loi de libre choix.» Une grande partie de la **population indigène mélanésienne** s'oppose cependant à la loi indonésienne et voit le gouvernement et leurs alliés, Freeport-McMoRan, comme des occupants. [...]

[Une enquête du NewYork Times de 2005] a également révélé que **Freeport était inhabituellement proche de l'armée indonésienne**, [une relation qui est aussi une] histoire de la violation des droits. Dans un récent éditorial du Guardian, , **Benny Wenda, un leader indépendantiste en exil a déclaré que les entreprises comme Freeport renforçaient la domination indonésienne** tout en donnant peu à la communauté indigène. «Alors qu'ils ont profité de nos ressources naturelles, mon peuple a été soumis à près de 50 ans d'oppression, de misère et de pauvreté», écrit-il.

[...] Dans une déclaration publiée le 21 septembre, la compagnie Freeport a rappelé que leurs conditions de rémunération étaient «hautement compétitive» et a noté que, entre les impôts, les charges salariales et les achats, **l'entreprise avait versé 3,8 milliards de dollars au gouvernement indonésien en 2010.** [Freeport et le Gouvernement de Jakarta] ont blâmé les grévistes pour les incitations à la violence –une version des événements soutenue par la police locale, mais refusée par les représentants des travailleurs.

[...] Reuters a rapporté que les grévistes acceptaient de réduire leurs exigences salariales à 7,50 \$ par heure sur la base d'une revendication qui à l'origine était d'au moins 12,50 \$ par heure. Cela peut les rapprocher d'un règlement du conflit social. Pour la Papouasie, cependant, il n'y a pas d'accord en vue."

Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc. est une société américaine basée à Phoenix dans l'Arizona. Opérant dans le secteur minier, elle est l'un des principaux producteurs mondiaux de cuivre et d'or.

Elle détient et exploite la mine de Grasberg située en Indonésie et considérée comme le plus grand gisement au monde d'or, faisant de cette société le contribuable le plus important du gouvernement indonésien. Outre l'or et le cuivre, Freeport extrait aussi d'importantes quantités de molybdène et d'argent. – WIKIPEDIA

Attention. Traduction Google revue par nos soins.



"Le Chat Noir Emeutier" (reprise)

"**Voici plus d'un mois que dure la grève dans la mine Grasberg**, l'une des plus grandes mines d'or au monde, située dans la province indonésienne de Papouasie. Les mineurs papous réclament des hausses de salaires mais le propriétaire du site, le groupe américain Freeport, refuse de céder. Le conflit social est également renforcé par le climat de violence qui entoure la Papouasie ces dernières semaines. **Huit morts en un mois, dont trois personnes tuées par balles par des inconnus, hier vendredi, à proximité de la mine.** Un chauffeur du groupe Freeport mitraillé dans sa voiture au petit matin, puis deux autres personnes assassinées à leur domicile : c'est la troisième embuscade de ce style depuis avril, sans le moindre suspect jusqu'à présent. **Un drame de plus après la mort de deux mineurs papous début octobre, tués par la police pendant une marche de protestation.** Les nerfs sont à fleur de peau d'un côté comme de l'autre. Avec la grève, la production de cuivre et d'or tourne au ralenti, et Freeport voit des millions de dollars de chiffre d'affaires s'envoler chaque jour. Quant aux Papous, pas question de céder devant une compagnie étrangère qui exploite les ressources de leur île sans en reverser la juste part. **Ils réclament l'alignement de leur salaire sur celui des autres employés du groupe dans le monde.** Pour mettre fin au blocage, les autorités locales ont obtenu la reprise des négociations pendant 24 heures. Un délai cependant beaucoup trop court, dans le contexte actuel, pour trouver un compromis et un semblant de retour au calme." *Le Chat Noir/Reuters 22 Octobre 2011*

SOURCES : - [Free West Papoua](#) (anglophone) [Australia Asia Worker Links](#) (anglophone)



OCEAN INDIEN

- . [Mayotte – De la grève au développement de coopératives \(commerce, pêche, ...\)](#)
- . [Mayotte – Une grève générale en France \(Automne 2011\)](#)
- . [Vivre et travailler au pays – Conflit à La Réunion \(Centrale thermique EDF\)](#)
- . [Vivre et travailler au pays – La CFDT BTP confrontée à des accusations diffamatoires.](#)

Share **Plus**

Publié dans : [tendances terres australes](#)

CRÉER UN BLOG GRATUIT SUR [OVER-BLOG.COM](#) - [CONTACT](#) - [C.G.U.](#) - [RÉMUNÉRATION EN DROITS D'AUTEUR](#) - [SIGNALER UN ABUS](#) - [ARTICLES LES PLUS COMMENTÉS](#)